



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Le gouvernement et les patrons tapent fort mais on ne lâche rien !

Bulletin du NPA Poste - 05 juin 2019



Alors que se déroulait ce dimanche 2 juin la marche des Mutilés qui revendiquait l'interdiction du LBD 40 et des grenades contenant de la TNT, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Laurent Nuñez déclarait sur RTL : «*Nous n'avons pas de regret sur la façon dont nous avons mené l'ordre public et la sécurité publique. (...) les choses se sont quand même globalement bien passées en matière d'ordre public*» et «*ce n'est pas parce qu'une main a été arrachée, parce qu'un œil a été éborgné, que la violence est illégale*». «*Je ne présente pas d'excuses (...)*». D'après David Dufresne, au 1^{er} mai, on comptabilisait 1 décès, 268 blessures à la tête, 23 éborgnés, 5 mains arrachées, 95 journalistes visés ou entravés. Ainsi, au-delà du caractère abject des propos du secrétaire d'Etat, c'est surtout, derrière, le message qui est véhiculé : on continue et on est prêts à aller loin pour défendre les intérêts capitalistes. Mais malgré le contexte électoral qui a vu arriver en tête le Rassemblement National et l'annonce sans réserve du gouvernement de la poursuite de sa politique anti-ouvrière, le mois de juin s'emplit déjà de date de mobilisations.

La persévérance des combats contre la régression sociale

Rien ne semble arrêter pourtant pour l'instant le flux continu de luttes qui touchent de nombreux secteurs. **Le 4 juin les cheminots, le 11 juin les urgentistes et encore le 13 juin et surtout à partir du 17 les enseignants qui sont appelés à bloquer les examens** pour poursuivre la mobilisation contre toutes les réformes Blanquer. Et cela en ne comptant que des dates à caractère national puisque dans les hôtels de luxe, chez les agents du nettoyage à la RATP, à la Poste, dans le commerce, il y a des combats réguliers contre la dictature patronale. Car les raisons de lutter explosent ! Dans la grande distribution, par exemple, plus de 30 000 emplois ont disparu depuis 2014 ; les grands groupes comme Carrefour, Casino et Auchan ont touché à eux trois, 522 millions

d'euros d'aides en 2018 par le biais du CICE et d'exonérations de cotisations sociales. Ce qui ne les a pas empêché de supprimer plus de 10 000 emplois. La dernière annonce en date étant celle qui a éclaté au lendemain des élections européennes sur les 1000 licenciements à General Electric.

Toutes ces dates sont des points d'appui bien sûr pour les secteurs concernés et surtout pour leurs franges les plus combatives. Mais cela reste quand même un immense gâchis que de voir tout cet éparpillement alors qu'en face, ils restent pour l'instant bien soudés contre notre camp social.

S'unir pour ne plus subir !

A ce jour, toutes celles et tous ceux qui se battent et sont déterminés à ne rien lâcher sont sur le pont mais sans perspective de regroupement. C'est cela qu'il faut mettre en perspective dès maintenant pour la rentrée : contre la réforme des retraites et pour l'interdiction des licenciements, construisons notre plan d'action pour enfin gagner pour faire reculer Macron et ses amis les patrons ! Il faut en finir avec les journées d'action dispersées et diluées dans le temps ! Si de ce monde nous ne voulons plus, il va falloir le faire savoir toutes et tous ensemble et s'en donner les moyens. Nous avons besoin de l'unité et de la convergence de nos grèves, de nos blocages et de nos manifestations. Et surtout nous ne devons plus tergiverser à utiliser les modes d'action qui font vraiment peur au gouvernement et aux patrons... Les enseignantEs en colère discutent ainsi de plus en plus ouvertement de bloquer les examens, notamment le Bac, à partir du 17 juin ! Ils et elles ont raison ! C'est la première fois depuis des décennies qu'une telle action est envisagée. Cette menace de blocage il faut s'en sentir solidaires car elle exprime ce que nous devrions faire à l'échelle de toute la société et l'économie : **mettre le grain de sable dans la machine et ainsi se donner les moyens de reprendre le contrôle sur nos vies et sur la marche de la société !**

Les grèves continuent dans le secteur postal !

Comme lors des deux dernières semaines, les luttes postales sont toujours nombreuses. Dans le Gard, la grève entamée mi-mai à Saint-Hippolyte du Fort, Quissac, Anduze, Le Vignan, Saint-Jean du Gard, Saumane, Lédignan et Valleurauge se poursuit. A Miélan, dans le Gers, les postier-e-s en sont à plus de 12 jours de grève. A Montauban également, le courrier et les colis s'entassent suite à la grève des collègues. A Avignon, SUD et CGT appellent à la grève à partir du 4 juin. Ces différentes luttes montrent que la combativité existe dans le secteur. Ne serait-ce pas le moment d'essayer d'unifier ces différentes bagarres par un appel national à la grève avec des AG départementales mettant en débat la reconduction, pour faire cesser la remise en cause de nos conditions de travail avec la mise en place de la méridienne, des îlots et des sacoches ?

Les grévistes du 92 s'invitent chez Monsieur Wahl !

Dans les Hauts-de-Seine, 150 postier-e-s en sont maintenant à plus de 14 mois de grève. La direction a été contrainte de reconnaître Gaël Quirante comme représentant du personnel et Muriel Pénicaud n'a pas autorisé le licenciement de Mohamed Ziani représentant de SUD Poste 92. La Poste voulait briser le syndicat, elle n'y est pas parvenue. Mais elle refuse toujours de réellement prendre en compte les revendications des grévistes concernant les restructurations. Malgré les payes à 0 euros, malgré la répression qui s'abat sur eux, les grévistes sont toujours aussi déterminés ! Le 30 mai, ils ont occupé le siège de la Poste. Comme à son habitude, la direction, plutôt que de négocier, a préféré envoyer la police pour déloger les grévistes, accompagnés de leur soutien. C'est la raison pour laquelle, deux jours plus tard, le 1er juin, ils se sont rendus au pied de la boîte aux lettres du PDG Philippe Wahl pour lui remettre dans sa boîte aux lettres le protocole de fin de conflit qu'ils proposent. La balle est dans le camp de la direction : il est temps qu'elle entende raison !

Procès France Télécom

Le procès contre France Télécom / Orange qui s'est ouvert lundi 6 mai au TGI de Paris a eu un certain retentissement dans la presse. Tous les fédérations syndicales d'Orange (sauf la CFDT) ainsi que plus d'une centaine d'agents se sont portés partie civile afin de faire reconnaître le «*management violent*» et le «*harcèlement institutionnel*» de l'entreprise et ont assigné Didier Lombard, PDG à l'époque, ainsi que 7

anciens dirigeants du groupe. On se souvient de la vague de suicides qui avait touché France Télécom de 2007 à 2010 alors que la direction mettait en place le plan dit «*NEXT*» supprimant 22 000 emplois «*par la porte ou par la fenêtre*», dit ce Didier Lombard. Les témoignages lors de ce procès sont plus accablant les uns que les autres, ainsi aux alertes lancées par un médecin du travail de France Télécom, un responsable RH lui répondit «*Quand on secoue un arbre, les fruits trop mûrs ou pourris tombent. C'est ce qui arrive à France Télécom*». Le procès et les nombreuses auditions dureront encore jusqu'au 12 juillet.

Appel à la grève et rassemblement dans les guichets de Paris

A Paris, la direction du Réseau sud a décidé de réprimer des collègues syndiqués et non syndiqués du secteur Jussieu-Sorbonne pour «*non-respect des procédures bancaires*». Une pétition a été signée par les collègues et un préavis local déposé pour vendredi, jour de passage en discipline d'un militant CGT du bureau et représentant CHSCT. Des préavis CGT et SUD ont été déposés sur les deux directions Réseau de Paris (sud et nord) et sur la DEX Paris (établissements courrier parisiens). Soyons le plus nombreux-euses possible au rassemblement organisé vendredi 7 juin 2019, à 9h30 devant la direction 143 Bld Romain Rolland dans le 14^{ème}.

Débat NPA / LO à la fête de Lutte Ouvrière

Gaël Quirante, militant du NPA et représentant syndical postier dans le 92, interviendra lors du débat LO-NPA dimanche 9 juin à 18h au Chapiteau Karl Marx. L'intitulé du débat : «*Dans une situation marquée par les attaques de Macron et du grand patronat, ainsi que par la mobilisation des Gilets Jaunes, quelles sont les politiques respectives de Lutte Ouvrière et du NPA ?* »

La fête annuelle de Lutte Ouvrière aura lieu ce week-end de Pentecôte du 8 au 10 juin à Presles, petite ville du nord du Val d'Oise, dans un grand parc. C'est l'occasion d'échanger entre militant-e-s révolutionnaires de diverses tendances. L'entrée pour les trois jours coûte 20 euros et des navettes de bus gratuites sont mises en place au terminus de la ligne 13 du métro à Saint Denis Université



Nouveau Parti Anticapitaliste
secteur Poste